

De l'école



Les Dossiers du CNI

Pierre NESPOULOUS

Conseiller régional Midi-Pyrénées

Fédération du Tarn

Professeur agrégé de l'Université

Et si l'erreur avait été de débaptiser le Ministère de l'Instruction Publique pour le nommer Ministère de l'Éducation Nationale ? L'idée était louable. Au triptyque : apprendre à lire, écrire et compter, l'on ajoutait celui des : « Bonjour, s'il vous plaît, merci » ! Instruire, et aussi éduquer à la vie en société. Qu'en reste-t-il ? Le constat est vite fait.

Le défi démocratique auquel ont voulu répondre les théoriciens de la troisième République, c'est l'ouverture de l'école aux plus démunis : ce que l'école fait pour les bourgeois, elle doit le faire pour le peuple. Aujourd'hui, on tient le raisonnement inverse : ce qu'on n'arrive pas à enseigner au peuple, on ne l'enseignera plus aux bourgeois.

A l'origine d'un grand crime, on trouve toujours une bonne raison. La condition actuelle des élèves résulte de l'allongement trop rapide de la scolarité unique et commune pour tous. L'« école de masse », ainsi nommée et voulue par ses promoteurs, porte en elle, depuis sa création, tous les éléments générateurs de déprédation et de violence, ainsi que le précarité et l'insécurité qui en résultent. L'école sera libérée de la violence par celui qui saura la rendre à sa vocation première : transmettre le savoir... et le reste viendra par surcroît.

Le constat de crise n'est pas nouveau. Régulièrement, les ministres mettent en place des réformes qui ne sont que pansements sur jambe de bois. L'immobilisme est hélas le plus sûr garant de l'échec. L'école devrait être ce lieu de pensée qui donne à l'enfant la possibilité d'accéder à autre chose que lui-même. « Mettre l'enfant au cœur du système éducatif », principe fondateur de la loi d'orientation de 1989, jamais remis en question, n'est qu'un slogan creux. Principe démagogique : au centre, entre l'élève et le maître, il y a les notions à apprendre, le savoir. Les enfants sont capables de s'adapter à n'importe quelle règle. Pourvu qu'il y ait règle !

L'enseignement est inadapté aux populations nouvelles « hétérogènes » d'élèves. Or la volonté de créer des classes hétérogènes, par rapport aux classes regroupées de manière homogène, en fonction du niveau des élèves, freine les uns dans leur progrès et prive les autres de l'enseignement supplémentaire dont ils auraient besoin. Cela répond à un projet politique non plus d'égalité des chances, mais d'égalisation des individus, et amène à réduire les exigences en modifiant les disciplines enseignées, notamment celles jugées trop sélectives par leur complexité.

Il y en a tant qui refusent la classe, qui s'y ennuiant, alors qu'ils ont sans doute des qualités qui ne demanderaient qu'à s'épanouir dans un autre contexte. Cela se faisait jadis. La nécessité est criarde de réhabiliter les métiers manuels et les voies de l'enseignement par alternance et de l'apprentissage. Sans parler du côté lucratif, il faut

mettre en valeur des aptitudes naguère bien reconnues dans la société. En latin, artisan et artiste s'exprimaient par le même terme : « *artifex* ».

Et l'on refuse une sélection que, paradoxalement l'on admire à travers sa diffusion médiatique, chez les sportifs, en gommant la somme d'efforts que ces derniers doivent déployer pour parvenir à l'excellence. L'on néglige ce que, dans le jargon sportif précisément, on appelle « les fondamentaux ».

Il y a eu les errements, que l'on reconnaît aujourd'hui... Le désastre de la méthode de lecture dite « globale », justifiée souvent par le discours abscons des pseudo « sciences pédagogiques », hélas sans aucune certitude scientifique. Il y a eu les mathématiques modernes, impliquant de dire des choses simples de manière compliquée pour paraître intelligent. Il y a eu le rejet du « par cœur » qui n'avait d'autre objet que l'entraînement des neurones ! Il y a toujours le rejet des disciplines formatrices à l'esprit d'analyse et de synthèse et donc de l'effort qu'elles imposent, plus utiles que des « itinéraires de découverte ». Ainsi, privés des repères fondamentaux, nombre d'élèves n'accéderont pas aux domaines les plus élevés de la pensée rationnelle. Pourtant, les être humains n'ont pas muté en cinquante ans...

S'ajoute à cela la formation des maîtres, dans ces fameux IUFM, autres de la « pédagogie » chère à une certaine gauche éducative bien-pensante, une formation axée sur la psychologie, la communication et la sociologie et non une formation d'hommes sûrs de leur science et passés maîtres dans leur discipline. Ne s'agit-il alors que de faire des animateurs socio-culturels, tant pis s'ils ignorent les subtilités de l'imparfait du subjonctif, sans parler de la métaphysique de Spinoza ? Et les syndicats d'enseignants, omnipotents, restent un des principaux obstacles à la réforme de l'école, malgré l'effondrement de la participation de leurs collègues aux élections syndicales.

Et puis, « ceci tuera cela », écrivait Victor Hugo dans *Notre Dame de Paris*, à propos de la substitution de l'imprimerie à la pierre sculptée. Ne connaissons-nous pas l'étape suivante avec l'audio-visuel ? Le livre n'accroît-il pas dans les classes les inégalités sociales en désavantagant ceux qui ne connaissent que la télévision dans leur milieu familial ? L'on peut y ajouter une haine pédagogue envers le savoir, toujours suspect de véhiculer un capital symbolique douteux. Ainsi deux siècles de tradition d'exigence et de respect du savoir passent par-dessus bord avec passivité et conformisme face à la pression des médias et de la publicité.

Le « toujours plus de moyens », sans véritable réflexion sur les missions, a montré ses limites. L'école de la République va mal. Elle est régulièrement secouée par des crises, des conflits, comme si toutes les tentatives de solution étaient vaines. C'est face à ce constat que le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin a décidé d'ouvrir un large débat national.

Que faire donc, hormis de se débarrasser des salmigondis de pédago-socio-psycho-didactique ? Sans doute faut-il être plus révolutionnaire que tout le monde et rétablir les enseignements de base, la valeur du diplôme, exiger la qualité des maîtres, rétablir l'autorité dans l'établissement, savoir où s'élaborent les idées en matière pédagogique et régler tout dans les moindres détails. Car une grande politique se conduit par les détails. Ne faut-il pas rétablir mentions, classements, émulation et autres fariboles des anciens temps ? Il faut rétablir dans sa gloire le robuste enseignement primaire de jadis, le secondaire formera à nouveau les esprits et les jugements en ne permettant pas que de quasi-illettrés s'égarer dans l'enseignement supérieur. Et favoriser l'étude des langues : à l'heure de la mondialisation des échanges, l'unilingue est un unijambiste qui s'ignore.

Que l'on prenne garde, cependant, à cette vérité : si l'enseignement continue à se dégrader, c'est un peu de notre identité qui, chaque jour, s'en va comme au fil de l'eau. Il importe peu, au fond, de savoir qui, de la nation ou de sa culture, précède l'autre dans son déclin...